



"Le programme de la Nupes c'est la rupture avec la continuité malheureuse des 40 dernières années" par Frédéric Farah

Plus de 170 économistes, parmi les plus brillants, se sont mobilisés pour le programme de la Nouvelle union populaire écologiste et sociale. Dire qu'il est dangereux et infaisable est le mauvais procès que mènent ceux dont les politiques ont invariablement échoué depuis quarante ans. En revanche, la mise en oeuvre de ces mesures nécessiterait un bras de fer avec l'Union européenne, explique Frédéric Farah dans un grand entretien sur QG



« *Tout sauf Mélenchon ! Barrage à la Nupes !* » s'époumone le bloc macroniste, suite aux résultats du premier tour des élections législatives 2022, où la Nouvelle union populaire écologiste et sociale (Nupes) fait jeu égal avec la majorité présidentielle. Mais au-delà des caricatures – version modernisée de l'arrivée des chars de l'armée rouge à Paris –, quelle est l'orientation économique prise par cette alliance entre insoumis, écologistes, communistes et socialistes ? Dans ce grand entretien accordé à QG, l'économiste Frédéric Farah, maître de conférences à Paris 1 Panthéon-Sorbonne et auteur de *Fake*



state. L'impuissance organisée de l'État en France (éditions H&O), souligne l'effort de la Nupes pour formuler un programme de rupture avec quatre décennies de néolibéralisme, même s'il émet des réserves concernant la question européenne, qu'il estime dangereusement marginalisée dans ce programme. Interview par Jonathan Baudoin pour QG



Frédéric Farah est économiste, maître de conférences à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur des ouvrages *TAFTA : l'accord du plus fort* (coécrit avec Thomas Porcher, Max Millo éditions, 2014), *Introduction inquiète à la Macron-économie* (coécrit avec Thomas Porcher, éditions Les Petits matins, 2016), *Fake state : l'impuissance organisée de l'État en France* (édition H&O, 2020)

QG : Quel regard portez-vous sur le programme économique de la coalition Nupes ?

Frédéric Farah : Il y a plusieurs choses à dire sur ce programme. Premièrement il est intéressant, on y voit bien la mobilisation d'économistes importants. Je connais un peu le travail des uns et des autres. Ensuite, ce programme se veut en rupture avec ce qui a été conduit depuis 1983 car on peut dire que, à peu de choses près, à quelques exceptions près comme les 35 heures à la fin des années 90, les politiques économiques sont toutes orientées dans la même direction néolibérale. Elles sont différentes en termes de degré, mais en termes de nature, ce sont les mêmes. Il y a une continuité malheureuse des politiques économiques depuis presque 40 ans. On voit à l'œuvre le malheur de ce que Hannah Arendt appelait le "sur-sens" idéologique, à savoir le fait que, dès lors que l'idéologie se rend compte que les faits lui donnent tort, les idéologues qui portent cette dernière disent que "ce sont les faits qui ont tort".

Depuis 40 ans, on a soumis la France à un ensemble de mesures qui se sont traduites par la déréglementation du marché du travail, l'affaiblissement des services publics, des politiques fiscales favorables aux plus riches. Tout ce qu'ont apporté les élites depuis les années 80, à savoir la libre circulation des capitaux, l'euro, la mondialisation, le marché



unique, la libéralisation en matière de transport d'énergie, n'a pas porté de fruit, bien au contraire. Et pourtant, les majorités successives, quelle que soit la couleur ou le nom des gens, ont fait la même chose, en expliquant que la France n'était pas réformable, qu'on n'était pas allé assez loin, qu'il fallait en faire encore plus, etc.



Là, l'effort qu'il faut reconnaître au programme la Nupes, c'est d'afficher clairement une volonté de rupture avec ces orientations-là. On peut dire que ce qui le caractérise, c'est un processus de resocialisation de l'économie. Ce qui n'est pas strictement équivalent avec une nationalisation de l'économie, même si dans le programme de la Nupes, des nationalisations sont proposées. Le passage aux capitaux publics des autoroutes par exemple. La socialisation, c'est plutôt par exemple les services publics, la protection sociale.

Cette action de rupture, je la trouve juste, fondée, parce qu'il faut rompre avec quatre décennies de politiques économiques. Mais il faut, au plus vite, se positionner par rapport à la question européenne. Ce programme de rupture ne sera pleinement possible qu'en rupture franche avec les orientations de la construction européenne.

QG : Estimez-vous qu'il est radicalement anticapitaliste, comme le pouvoir et les médias mainstream le laissent entendre, ou qu'il l'est moins que le programme commun de la gauche des années 1970 ?

Il y avait en 1981, dans les 110 propositions, l'idée affichée de rompre avec le capitalisme, de faire naître un « socialisme à la française ». À l'époque, je ne sais pas si cette intention de rupture était réelle mais le nom du programme socialiste était: « Changer la vie ». Et comme l'avait dit le député Georges Sarre par la suite : « Les socialistes voulaient changer la vie. À la fin, ils ont changé d'avis ». Là où je ferais toutefois un parallèle avec la période actuelle, c'est qu'il y avait une volonté de rupture avec l'austérité mise en place par Raymond Barre. Quand ce dernier prend la place de Jacques Chirac en 1976, il met



en place le premier tournant de la rigueur, qui va avoir des conséquences en termes d'augmentation du chômage par exemple. Et le diagnostic, conduit entre autres par Jean-Pierre Chevènement à l'époque, était de dire que l'austérité n'était pas une bonne chose, et qu'il fallait faire un plan de relance.

Aujourd'hui, je ne vois pas dans la Nupes une rupture avec le capitalisme. Je crois que c'est l'agitation propre à une certaine presse de dire cela, pour une raison simple. On s'est tellement habitué à une même couleur de politiques économiques depuis quatre décennies, avec à peu près les mêmes orientations, que soudain, quand un groupe politique qui a la possibilité d'avoir la majorité, ou de s'en approcher, apporte quelque chose qui rompt avec ce ronronnement néolibéral, on a l'impression que c'est la prise du Palais d'Hiver. Je dirais plutôt que ce programme est une nouvelle tentative d'arraisonnement du capitalisme par la démocratie.



De gauche à droite Robert Fabre (Mouvement des radicaux de gauche – MRG), Georges Marchais (PCF) et François Mitterrand (PS), lors de l'Union de la gauche à l'origine du "Programme commun de gouvernement" adopté le 27 juin 1972

QG : Comment analysez-vous les fake news lancées par les partisans d'Emmanuel Macron à l'égard du programme de la Nupes ?

Quand il y a panique à bord, on est prêt à tout. Je pense qu'il n'y a pas d'élan pour la majorité. Celle-ci se disait que, le jeu des institutions lui étant favorable, elle aurait forcément une majorité après la présidentielle. Cela aurait en effet dû être une formalité. Mais ils se rendent compte désormais que cela ne va pas être le cas. Chacun y va de sa petite phrase et plus c'est gros, plus ça passe. Entendre Monsieur Castaner dire qu'on ne pourra plus couper le bois chez soi si Mélenchon est à Matignon est simplement aberrant.



Deuxièmement, je dirais aussi que cela atteste d'un épuisement inquiétant de la qualité du débat démocratique. Nous sommes dans une époque où il faut des petits mots, de la communication avec des slogans creux. À la fin, il y a une perte réelle de ce qu'est la capacité de débattre, mesure contre mesure, avec une argumentation digne de ce nom. On est tellement habitué à l'ère communicationnelle, où les mots ne veulent plus rien dire. Le macronisme a aggravé ce triomphe de la langue néo-managériale. Comme aurait dit le sociologue Jean-Pierre Le Goff, c'est de « la langue de caoutchouc ». Il suffit de voir tous ceux qui ont pris la parole durant cinq ans. Des répétitions de mots complètement idiots dans la macronie comme « J'assume », qui perdent toute signification. Mais quand ils sont invités à un véritable débat, dans lequel des dizaines d'économistes de renom participent, la seule réponse qu'ils ont, c'est : « Nous voici à l'heure des soviets, du bolchevik avec le couteau entre les dents ». On est prêt à toutes les extravagances, et c'est inquiétant quant à la qualité du débat démocratique. Le fait de disqualifier l'adversaire, avec des attaques ad hominem, dire qu'il n'est pas sérieux ; à un moment, il faut accepter le débat.

Quelque part, ces réactions sont toutefois un aveu, qui montre que l'impossible, l'improbable, pour eux, pourrait se réaliser. C'est-à-dire, soit une perte de la majorité à l'Assemblée, soit une Assemblée difficilement gouvernable en raison d'une majorité relative.



"J'en appelle donc à votre bon sens et au sursaut républicain". Discours d'Emmanuel Macron à Orly après le premier tour des législatives 2022, dont les résultats laissent présager une majorité présidentielle relative à l'Assemblée nationale

Lien de la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=132DztfBTZc>

QG : Peut-on dire que les estimations annuelles de dépenses (250 milliards d'euros) et de recettes (270 milliards d'euros), dans le programme de la coalition de la gauche, sont crédibles? Quels types de crises pourraient mettre à mal ces estimations ?

Bon nombre de partis ou de groupes politiques font appel à des économistes qui font tourner des modèles, pour donner des estimations. Il y a eu tout un débat de la part des



économistes de Terra Nova - la gauche libérale –, essayant de s'opposer à la Nupes en disant qu'ils n'étaient pas d'accord avec leurs calculs, leurs façons d'utiliser le principe du multiplicateur budgétaire. C'est pourtant quelque chose de défendable afin de savoir combien une dépense publique peut générer de revenu supplémentaire. Si un soutien à l'activité fait plus de recettes pour l'État, cela fera rentrer plus de sous dans les caisses. En théorie économique, il y a l'effet multiplicateur, mais aussi l'effet ciseau. C'est-à-dire qu'en cas de crise, forcément la dépense augmente et la recette baisse. Et au contraire, si vous êtes capable, par un plan de relance, de faire repartir l'activité, les recettes augmentent et les dépenses baissent. Souvenez-vous qu'à la fin des années 1990, quand il y avait de la croissance, on avait cassé la tête de Lionel Jospin avec la "cagnotte fiscale". Mais c'était mécaniquement issu du fait que quand ça va mieux économiquement, il y a plus de rentrées pour l'État que de dépenses. Le modèle du multiplicateur défendu par la Nupes me paraît défendable, robuste. Cela ne paraît pas farfelu.

Après, quels genres de crises pourraient le remettre en cause ? Aujourd'hui, l'environnement dans lequel un programme politique pourrait prendre place, que ce soit celui de Macron ou celui de la Nupes, est un environnement instable. Nous avons une crise économique à laquelle la France répond plus ou moins bien, l'État essayant de maintenir la consommation avec des chèques divers et variés. On a une guerre russo-ukrainienne dont on n'a pas vu tous les effets économiques. Nous ne sommes, malheureusement, qu'au début de l'affaire et je ne sais pas si elle aura d'autres conséquences. Ensuite, tout dépendra aussi de l'évolution de la politique monétaire européenne. Actuellement les conditions de financement des dettes européennes restent bonnes. Mais ce qui inquiète la BCE, c'est le risque d'une fragmentation de la zone euro et que certains États connaissent, à nouveau, des écarts de taux qui pourraient faire revenir la tempête dans cette zone. Que pourrait-il alors se passer pour certains pays? Une nouvelle crise potentielle des dettes souveraines. Ou bien une nouvelle crise financière qui pourrait exposer certaines banques.

On vit dans une situation d'urgence depuis 2008. L'urgence est devenue la nouvelle normalité économique. 2008, la crise des subprimes. Puis la crise des dettes souveraines de 2011 à 2013, avec des politiques d'austérité ensuite. Cette politique a tellement produit d'effets détestables qu'il a fallu attendre 2019 pour commencer à retrouver des niveaux de production d'avant-crise. Ensuite, le Covid en 2020. Enfin, à peine sorti la tête de l'eau du Covid, il y a la crise russo-ukrainienne. En gros, nos économies vivent en état d'urgence depuis 14 ans. Retrouver une « normalité » économique semble être reporté à jamais. Le programme de la Nupes est pensé dans le cadre que l'on connaît actuellement. Mais si jamais le cadre se dégrade un peu plus, peut-être que le programme devra être à repenser. Pas forcément pour réduire la dépense publique afin de faire de l'austérité car en réalité, c'est ce qu'il ne faut surtout pas faire. Mais revoir les lignes d'actions tout de même.

QG : En cas de victoire de la Nupes aux législatives, dans quelle mesure le programme économique peut se révéler consistant face aux réactions des marchés financiers et à celles des instances européennes ?

C'est là que je mets une réserve par rapport au programme. C'est peut-être un hasard, mais c'est au chapitre 8 du programme de la Nupes qu'arrive seulement l'Europe. Je pense que si on veut donner vie à ce programme très ambitieux de la Nupes, il faudrait que l'Europe soit le premier chapitre du programme. La condition pour réaliser tout ou partie de ce programme, c'est la question européenne. Celle-ci a établi un cadre



beaucoup plus contraignant à partir du traité de Maastricht. Il suffit de se rendre compte que ce n'est pas parce qu'on a suspendu des règles budgétaires et qu'on a fait un pseudo plan de relance, que l'Europe est en train de changer, avec une BCE qui rachète des titres de dette par-ci, par-là. Il y a un document essentiel de la vie économique et politique européenne, qui passe généralement à l'as dans les médias, c'est la publication du semestre européen. Soit le paquet d'hiver, soit le paquet de printemps. Le paquet de printemps a été présenté le 23 mai. On y explique que si la France a obtenu une tranche de 7,4 milliards d'euros, c'est parce qu'elle a mis en œuvre des réformes sur le marché du travail, les services publics, la santé. Elle a atteint 38 cibles et jalons, l'autorisant à pouvoir réclamer cette somme que la Commission, au titre du plan de relance, doit lui reverser.

On voit bien la logique mémorandaire, à savoir obtenir de l'argent en échange de réformes structurelles, dont on connaît le caractère libéral et les conséquences sociales. Et dans ce document, qu'on peut retrouver sur le site du Conseil, le 4 mai très exactement, juste après l'élection présidentielle, la France a présenté une série de mesures qu'elle compte mettre en place, au titre de ses engagements européens.

La question est de savoir comment. J'ai lu que les élus de la Nupes seraient prêts à demander des dérogations, ou à faire de la "désobéissance". Mais comment la Nupes pourrait mettre en œuvre son programme dans le cadre européen ? J'entends la volonté sincère de vouloir demander des dérogations, et d'ailleurs l'Espagne et le Portugal sont sortis du marché de l'électricité pour pouvoir intervenir, ou encore, la ministre espagnole du Travail essaye de combattre la précarité avec des mesures qui ne sont pas du goût de Bruxelles. Le problème, c'est qu'il y a un cadre et comment la Nupes peut s'en accommoder, sachant qu'en son sein, il y a des gens qui ne veulent pas tellement le changer, à savoir les Verts et le PS?



"Le programme est sérieux, pensé, réfléchi, articulé. La bataille principale à mener est au niveau européen pour que ce genre de programme de rupture soit possible."

En l'occurrence, ce cadre européen comprend la libre circulation des capitaux, une monnaie unique qui pose problème, même si ce n'est pas le bon moment pour s'en débarrasser, et le droit de la concurrence au-dessus de tous les autres.



Si la Nupes va jusqu'au bout, en face, notamment du côté de la Banque centrale européenne, elle a des armes considérables. Aujourd'hui, la BCE fait en sorte que les taux d'intérêt payés par les États pour leurs dettes ne s'envolent pas. Ce n'est pas le moment de déclencher une crise des dettes souveraines qui se retournerait contre elle car si l'euro disparaît, la BCE disparaît. Elle ne va pas chercher à s'auto-saboter.

J'entends bien l'argument de la dérogation ou de la désobéissance, mais comment un programme aussi social pourrait-il se mettre en place dans le cadre d'une libre circulation des capitaux, d'un euro qui tourne pour le capital; et non pour le travail, et dans le cadre d'un principe de concurrence qui, de toute façon, joue contre le travail, contre l'industrie ?

Par conséquent, je dirais que pour donner de l'ampleur à ce programme très ambitieux, le nœud du problème est l'Europe. Il faut arrêter avec le mauvais procès du type « ce n'est pas faisable ». Il y a plus de 170 économistes, parmi les plus brillants, qui se sont mobilisés pour ce programme. Ayons l'honnêteté de dire qu'ils ne sont pas bêtes, qu'ils ont réfléchi depuis plusieurs années et qu'ils connaissent leur job. Mais le cadre dans lequel il compte se déployer n'est pas franchement favorable. La NUPES pour rompre avec quarante ans de politique économique malheureuse doit aussi s'expliquer très franchement avec l'UE, et faire de la rupture avec celle-ci une arme possible.

Propos recueillis par Jonathan Baudoin

Frédéric Farah est économiste, maître de conférences à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur des ouvrages TAFTA : l'accord du plus fort (coécrit avec Thomas Porcher, Max Milo éditions, 2014), Introduction inquiète à la Macron-économie (coécrit avec Thomas Porcher, éditions Les Petits matins, 2016), Fake state : l'impuissance organisée de l'État en France (édition H&O, 2020)

